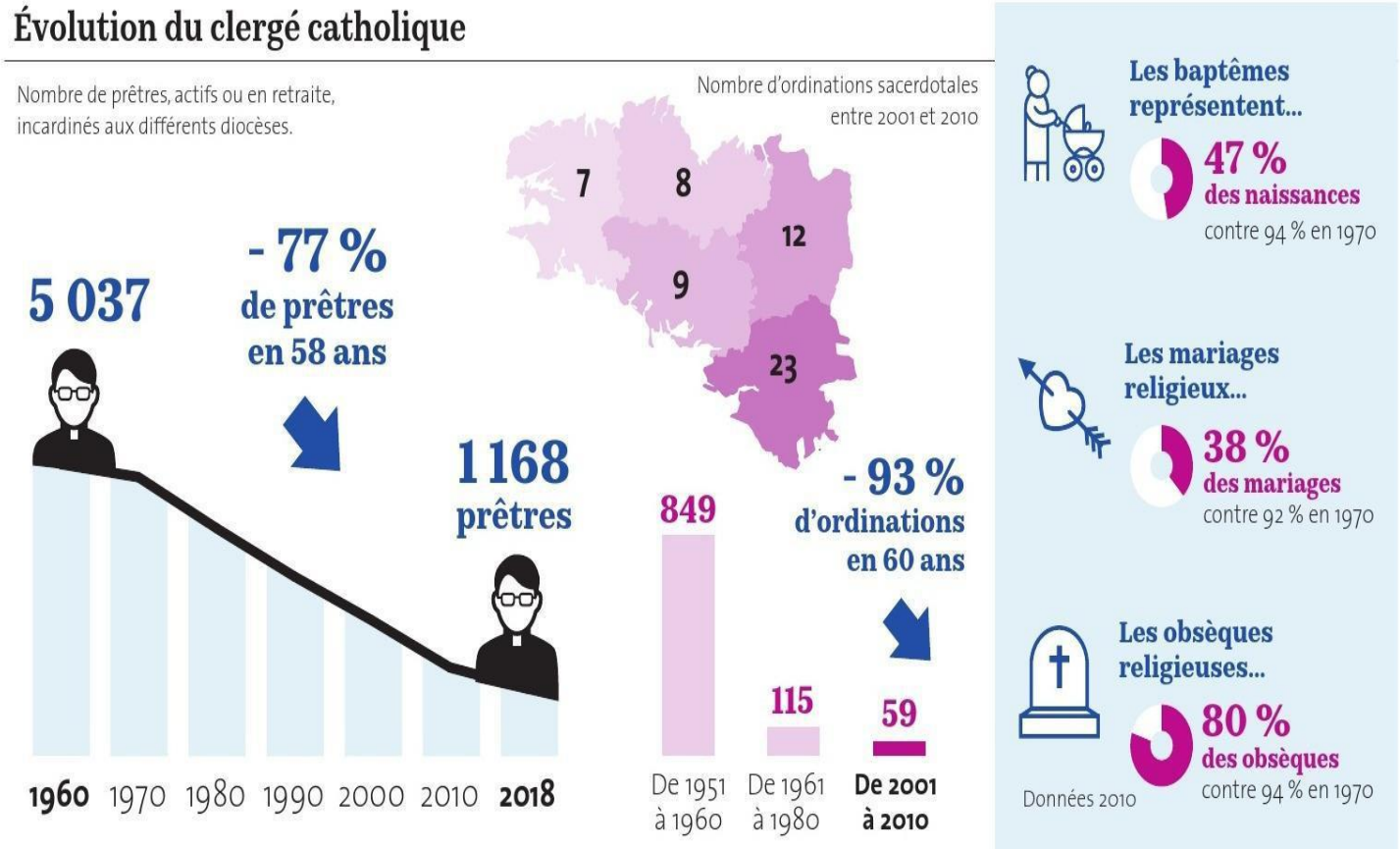
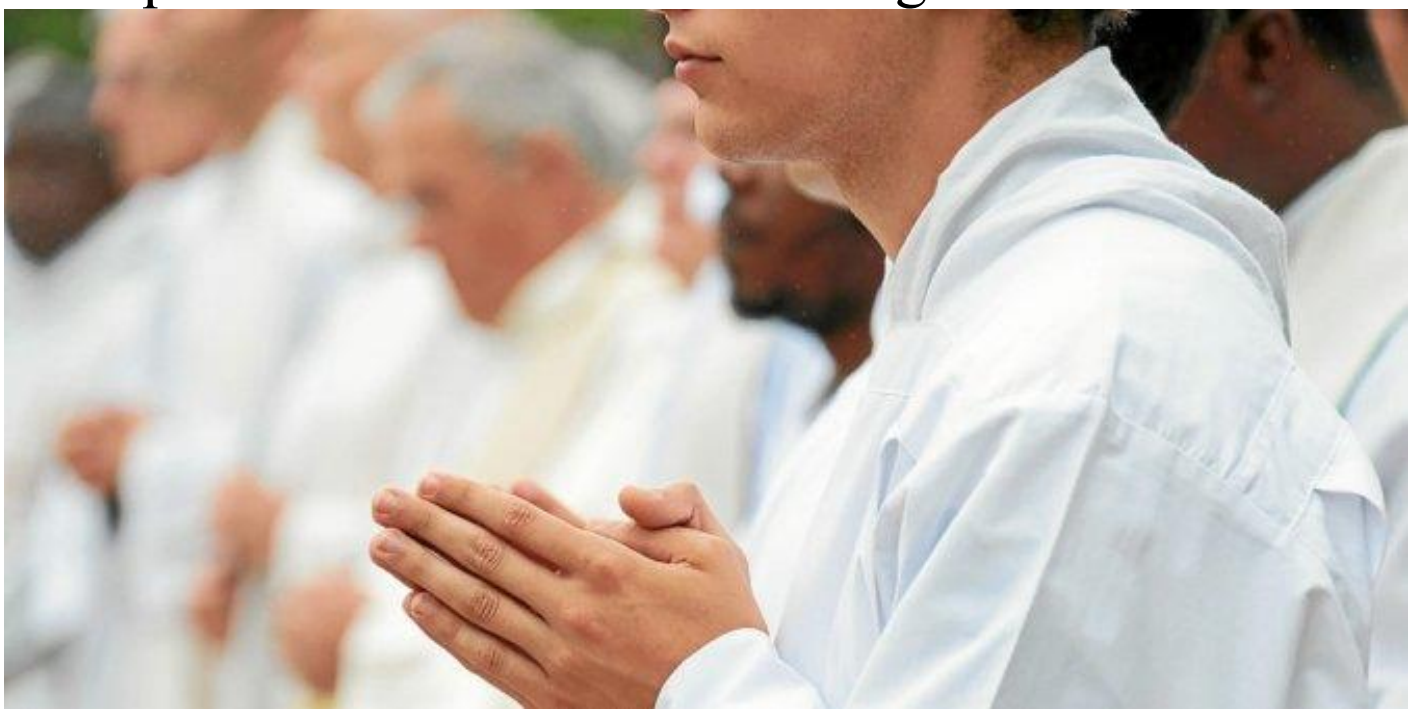
L'effacement silencieux du catholicisme

Olivier Clech,o.clech@letelegramme.fr

Avec la montée continue de l'incroyance et un clergé en voie de disparition, le catholicisme ne distingue plus la Bretagne des autres régions françaises. Pour autant, le besoin de spiritualité demeure.



Catholicisme.
Pourquoi les Bretons boudent les églises



La crise de l’encadrement pèse aussi sur la pratique religieuse (FRANCOIS DESTOC / LE TELEGRAMME)

Avec la montée continue de l’incroyance et un clergé en voie de disparition, le catholicisme ne distingue plus la Bretagne des autres régions françaises. Pour autant, le besoin de spiritualité demeure. Chiffres et analyse dans le « Panorama de la Bretagne ».

Feiz ha Breizh : la foi et la Bretagne. Les deux termes de ce binôme, qui passaient autrefois pour indissociables, se sont séparés et continuent de s’éloigner depuis plusieurs décennies. Pour le catholicisme, la Bretagne n’est plus un bastion. Elle s’est normalisée et, diront certains, banalisée. L’érosion statistique des Bretons se déclarant catholiques –plus encore, de ceux qui se déclarent pratiquants– fait désormais de la Bretagne une région française comme les autres : la non-affiliation à une religion a beaucoup augmenté et n'est plus marginale tout en demeurant minoritaire, sauf dans la jeune génération. Mais quant aux croyances en général, il ne faut pas sous-estimer l'intérêt pour la question religieuse, même si on sait mal ce qu’il en est.

Les données fiables concernant les appartenances et les pratiques religieuses sont en effet rares et dispersées. Depuis 1872, la loi interdit tout simplement que la question soit posée lors des recensements, et les enquêtes détaillées menées par le clergé dans les années 1950 sur la pratique cultuelle catholique n’ont pas été renouvelées depuis.

Restent les sondages. Celui réalisé par l’institut TMO Région en 1996, commandité par Le Télégramme à l’occasion de la venue du pape Jean-Paul II à Sainte-Anne-d’Auray, demeure une référence. À l’époque, 84 % des Bretons sondés se déclaraient catholiques (contre 67 % des Français) et 38 % d’entre eux se qualifiaient de « croyants convaincus ». D’après les données secondaires de sondages Ifop plus récents (2005 à 2009), les déclarations d’appartenance au catholicisme auraient chuté en une décennie de 17 points, à 67 %, et les pratiquants fidèles (assistant au moins une fois par semaine à un office religieux), seraient passés de 16 % à 6 %…Tout laisse à penser que la tendance s’est poursuivie, sinon accentuée, depuis.

Incroyance dans l'indifférence

« C'est un effacement silencieux », observe Yvon Tranvouez, professeur émérite d'histoire contemporaine à l'Université de Bretagne occidentale. « Un premier décrochage, spectaculaire, est survenu au cours des années 1960 et 1970, après le concile Vatican II et le mouvement de Mai 68. Les contestataires n'ayant pas transmis le bagage religieux qu'eux-mêmes avaient reçu, un deuxième décrochage, peu visible, s'est produit logiquement à la génération suivante, dans les années 2000, et depuis cet affaissement se poursuit dans l'indifférence générale ».

(Le Télégramme / Anne Lessard)

Les autres religions, protestantisme, islam, judaïsme et bouddhisme, n'en tirent aucun bénéfice, ne cumulant à elles toutes que 3 % des déclarations d'appartenance. L'évaporation catholique se traduit donc par une augmentation régulière, et semble-t-il inexorable, du nombre de personnes qui se déclarent « sans religion ». La meilleure résistance de la chrétienté alsacienne et lorraine, sur des territoires de pluralisme religieux, amène André Rousseau, sociologue des religions, à risquer une métaphore commerciale : « Dans l'Est, la concurrence entre plusieurs offres d'appartenance religieuse maintient le dynamisme confessionnel, alors qu'en Bretagne la monoculture catholique a sans doute émoussé l'ardeur de la clientèle… ».

Une crise de l'encadrement

Parallèlement à cette montée de l'incroyance, on observe une crise de l'encadrement : faute de recrutement, la démographie du clergé breton est devenue catastrophique. Une tendance que l'Église tente de pallier, avec des fortunes diverses, en confiant des paroisses à des prêtres en provenance d'Afrique ou d'Europe de l'Est (Pologne surtout) et en s'appuyant, pour certaines tâches autrefois assumées par les prêtres, sur des diacres et sur des laïcs dits « en mission ecclésiale » (salariés ou bénévoles). Mais des doutes surgissent quant à la pérennité de ces succédanés. Le renouvellement de ce vivier de catholiques zélés dont l'âge avance et le nombre diminue s'annonce incertain. Par ailleurs, l'enseignement catholique, qui a forgé des générations de Bretons (et qui pèse aujourd'hui 40 % des effectifs dans le secondaire), n'est plus la fabrique de fidèles qu'il fut jadis. « C'est sûrement l'un des liens les plus stables entre la population et le catholicisme, convient Yvon Tranvouez, mais aujourd'hui l'enseignement catholique séduit les familles par la qualité de ses formations plus

que par sa marque religieuse ». Et il n'est pas sûr que le nouveau statut de l'enseignement catholique voté en 2013 et renforçant le pouvoir des évêques sur les établissements de leur diocèse suffira à freiner ou à modifier le cours des choses.

LES LAÏCITÉS DANS LE MONDE

Une sécularisation européenne exceptionnelle ?

Comme l'indique la dernière enquête sur les valeurs des Européens (European Values Study, EVS), menée en 2008, les pratiques religieuses des Européens semblent connaître un recul continu, qui marque plus globalement celui de la religion, et ce, dans tous les pays sans exception. Ce recul, en cours depuis la fin du XVIIIe siècle, s'est accéléré durant les cinquante dernières années. Cette tendance générale, bien moins sensible dans les autres parties du monde, semble devoir constituer une exception européenne, quelle que soit la coloration religieuse originelle et traditionnelle des différents Etats.

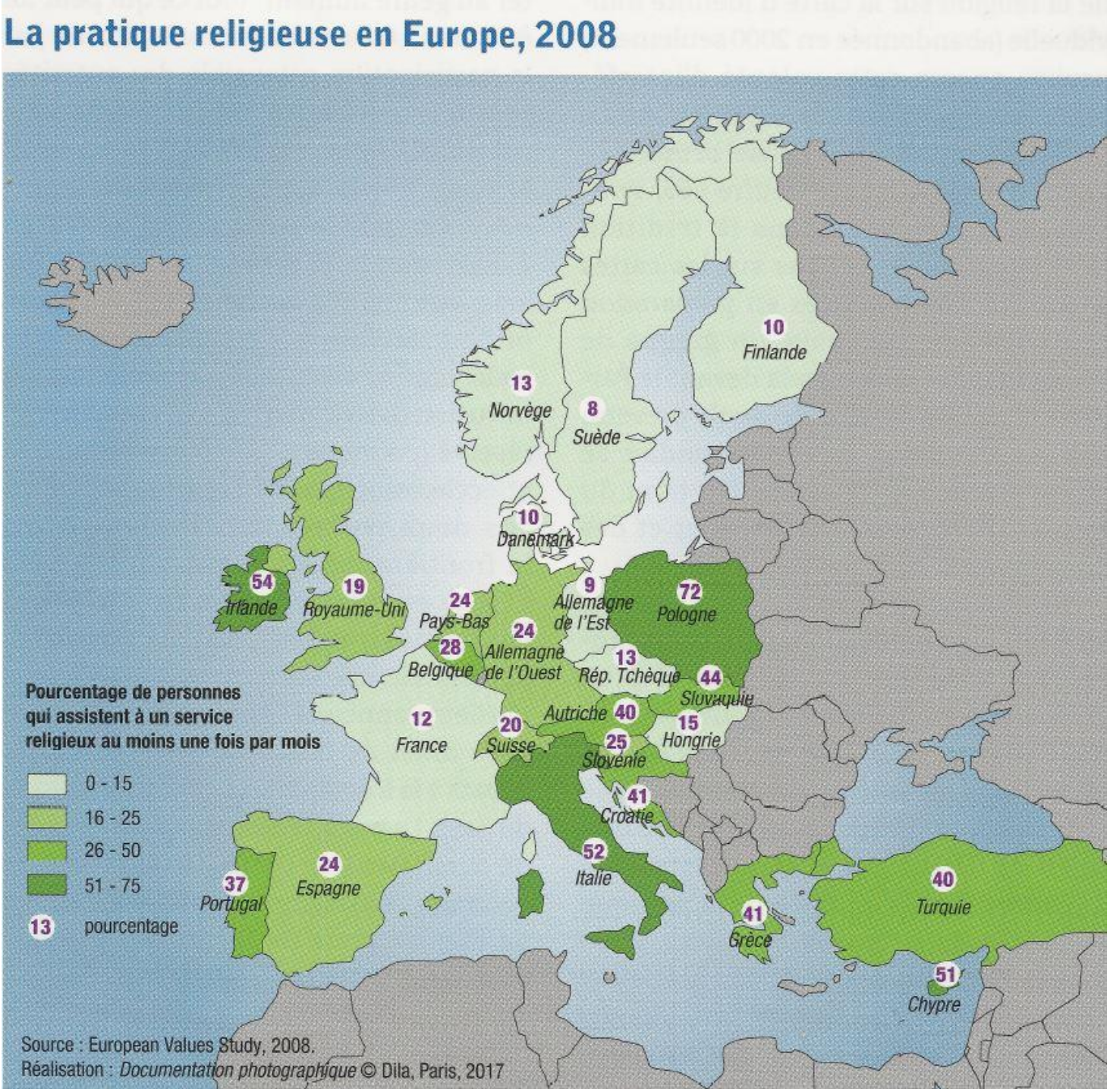
Les sociologues des religions nomment ce phénomène de déprise religieuse "sécularisation". Cette appellation désigne un recul du rôle institutionnel et culturel joué par la religion dans la vie sociale des individus. Cela se traduit par une baisse de l'appartenance religieuse revendiquée et des pratiques religieuses qui lui sont associées. Ce processus moderne semble corrélé à des changements sociétaux importants qui ont affecté les manières de vivre de tous les Européens, en particulier à partir de la fin des années 1960. L'émancipation féminine, l'individualisation des comportements et la pluralisation culturelle, religieuse et sociale des sociétés européennes en seraient des facteurs au premier abord évidents. Le contre-exemple nord-américain (avec la persistance d'une forte pratique religieuse dans une société obéissant à des évolutions culturelles et sociales relativement semblables) oblige cependant à approfondir la réflexion sur les causes forcément multiples de ce phénomène apparemment si dominant.

Les identités nationales européennes se sont construites historiquement dans 44 documentation photographique des rapports très diversifiés au religieux. Les sociétés qui ont vécu des affrontements séculaires entre un État et une Église particulière, à la fois dominante et concurrente, ont été plus précocement laïcisées. C'est le cas de la France, de la Belgique ou de la Tchéquie par exemple. La dissociation précoce entre l'appartenance citoyenne et publique et l'allégeance à des convictions religieuses devenues irrémédiablement privées a encore accéléré la sécularisation de ces sociétés. Celles qui sont marquées par une longue tradition politique faisant droit au maintien d'une religion d'État patronnée par le pouvoir politique ont connu une évolution semblable, même si menée à un rythme différent et sans les crises politiques majeures qui ont accompagné le processus précédent. La religion jusque-là dominante a progressivement intégré les valeurs de la modernité libérale tout au long de la lente construction de ces États-nations. Cette adaptation a amené ces populations au même détachement vis-à-vis de la conviction religieuse. C'est le cas des pays scandinaves, de l'Angleterre ou de l'Allemagne.

La religion, autrefois considérée comme un cadre englobant la société dans son entier, et la vie de l'individu de sa naissance à sa mort, s'est peu à peu repliée sur son domaine particulier pour ne devenir qu'un secteur parmi d'autres de la vie sociale, culturelle et politique des pays européens. La multiplication des propositions religieuses concurrentes, accélérée par une forte immigration au lendemain de la seconde guerre mondiale, la diversification sociale et culturelle promue par l'urbanisation, la promotion de la pratique démocratique et du respect des libertés individuelles dans le cadre des droits de l'homme, enfin l'exaltation de l'égalité citoyenne ont fait le reste.

Cette sécularisation a priori inéluctable ne signifie cependant pas la disparition du fait religieux sur le continent européen. Plus des trois quarts des Européens continuent de s'identifier à une religion, même si cela recouvre des engagements et des pratiques très variables selon les pays. Loin de signer le déclin irréversible des religions, les recompositions actuelles sont au contraire marquées par un grand foisonnement, même si c'est de manière différenciée, dans tous les pays européens concernés. C'est moins le triomphe de l'indifférence à la chose religieuse et du matérialisme marchand que celui d'une inventivité culturelle particulièrement sensible à tous les échelons des sociétés européennes. Les grandes perdantes de la sécularisation sont en revanche les Églises traditionnelles qui ont dû abandonner leurs privilèges historiques, leur domination sociale et leur rôle structurant. La pluralisation culturelle et sociale a plutôt vu triompher un marché concurrentiel de propositions religieuses diverses (nouveaux mouvements religieux, spiritualités diverses, religions importées d'autres espaces du monde comme le mormonisme, etc.) - aux destins plus ou moins éphémères - en dehors comme au sein des religions traditionnelles. Il n'y a donc plus de réelles

majorités religieuses, mais une multitude de minorités religieuses – et a—religieuses —, qui doivent apprendre à cohabiter dans le cadre d'États laïques ou "civils" et des sociétés qui les animent.



La religiosité en Europe, 2014

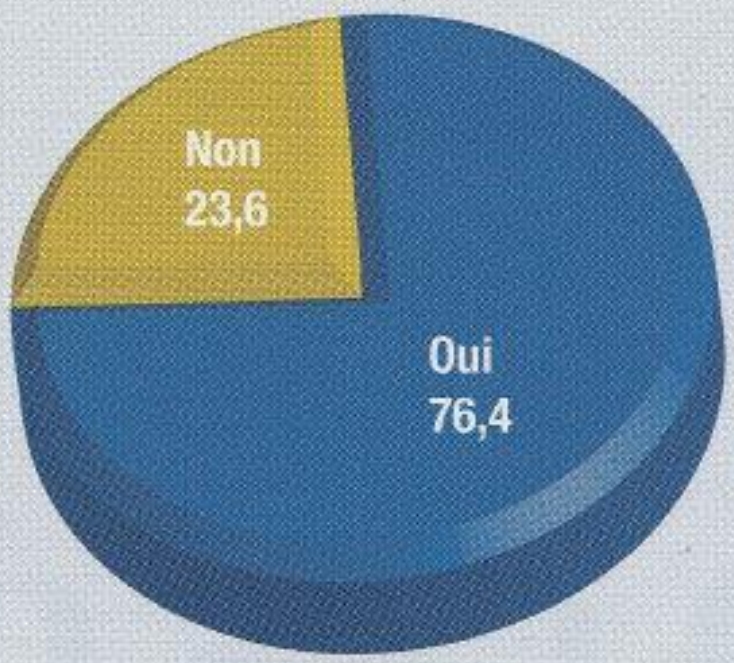
Question : "Diriez-vous que vous êtes…"
(en pourcentage)

	Quelqu'un de religieux	Pas quelqu'un de religieux	Un athée convaincu
Pologne	86	10	2
Turquie	79	13	2
Roumanie	77	16	1
Italie	74	18	6
Grèce	71	15	6
Russie	70	18	5
Portugal	60	28	9
Bulgarie	52	36	3
Irlande	45	41	10
Belgique	44	30	18
Danemark	42	40	12
France	40	35	18
Lettonie	40	41	9
Autriche	39	44	10
Suisse	38	46	12
Espagne	37	35	20
Allemagne	34	42	17
Royaume-Uni	30	53	13
Pays-Bas	26	51	15
République tchèque	23	45	30
Suède	19	59	17

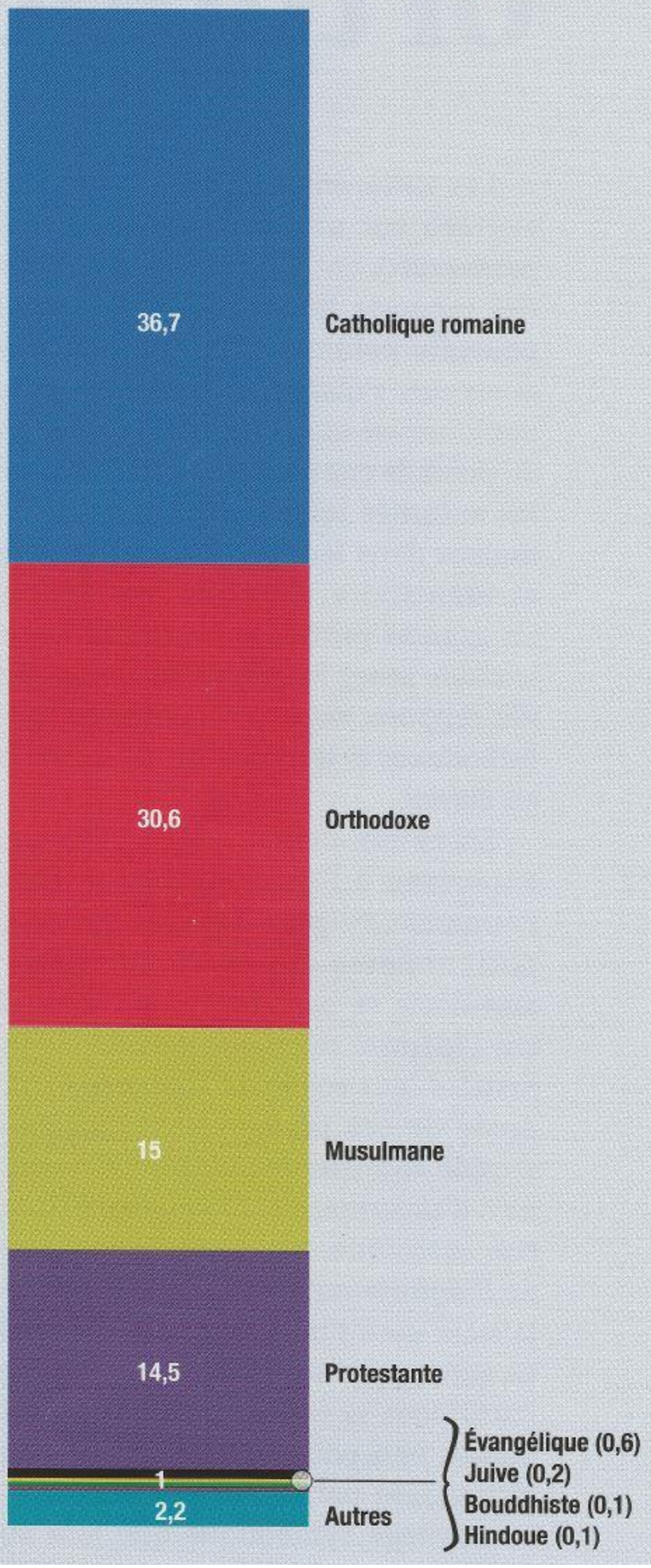
Source : WIN/Gallup International et ORB International, 2014.

Les appartenances religieuses en Europe, 2008

Appartenez-vous à une confession religieuse ?
(en % des réponses valides)



À quelle confession religieuse appartenez-vous ?
(en % des réponses valides)



Source : European Values Study, 2008.
Réalisation : *Documentation photographique* © Dila, Paris, 2017

Enquête menée dans 47 pays : Allemagne, Albanie, Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Belgique, Biélorussie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Chypre du Nord, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Géorgie, Grande-Bretagne, Grèce, Hongrie, Irlande, Irlande du Nord, Islande, Italie, Kosovo, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Macédoine, Malte, Moldavie, Monténégro, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Russie, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Turquie, Ukraine.